

**BANQUE NATIONALE POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE « BNDE »
SOCIETE MIXTE**

**R A P P O R T A N N U E L
D ' A C T I V I T E S**

- E X E R C I C E 2 0 1 8 -

Siège social : Bujumbura

3, Avenue du marché

B.P. 1620

Tél. : 22 22 2888 - 22 22 6045

Fax : (257) 22 22 3775

E-mail : bnde@cbinf.com / bnde@bnde.bi

Site Web : www.bnde.bi

1. CONTEXTE GENERAL

Les activités bancaires de l'année 2018 se sont déroulées dans un environnement stable de paix et de sécurité.

Les réserves de change sont restées faibles et ont limité les importations.

Le secteur réel a été caractérisé par une baisse de la production industrielle.

La production des cultures de rente a varié d'une culture à une autre suivant différents facteurs.

L'Office du Thé du Burundi (OTB) a enregistré une production de feuilles vertes de 50 820 tonnes en 2018 contre 44 987 tonnes en 2017 ; soit une hausse 12,9 % par rapport à l'exercice antérieur.

La production du café cerise pour la campagne 2018-2019 s'établit à 141 255,66 tonnes. Elle était de 81 801,7 tonnes au cours de la campagne précédente ; soit une hausse de 72%. Cette augmentation est liée au caractère cyclique de la production du café. Toutefois, les cours du café affichent tendance baissière et s'inscrivent en dessous de 116 cents la livre¹ à fin octobre 2018.

La sucrerie du Moso « SOSUMO » a produit 19 531 tonnes de sucre en 2018 contre 22 075 tonnes de sucre en 2017 ; soit une baisse de 11,52 % d'une année à l'autre².

Le secteur bancaire a connu aussi des améliorations matérialisées par un accroissement du bilan, du Produit Net Bancaire et du résultat net. Le taux de détérioration du Portefeuille s'est aussi légèrement amélioré. Par contre les crédits au secteur privé ont baissé.

C'est également en 2018 que des circulaires de mise en application de la nouvelle loi bancaire ont été édictées par la Banque Centrale.

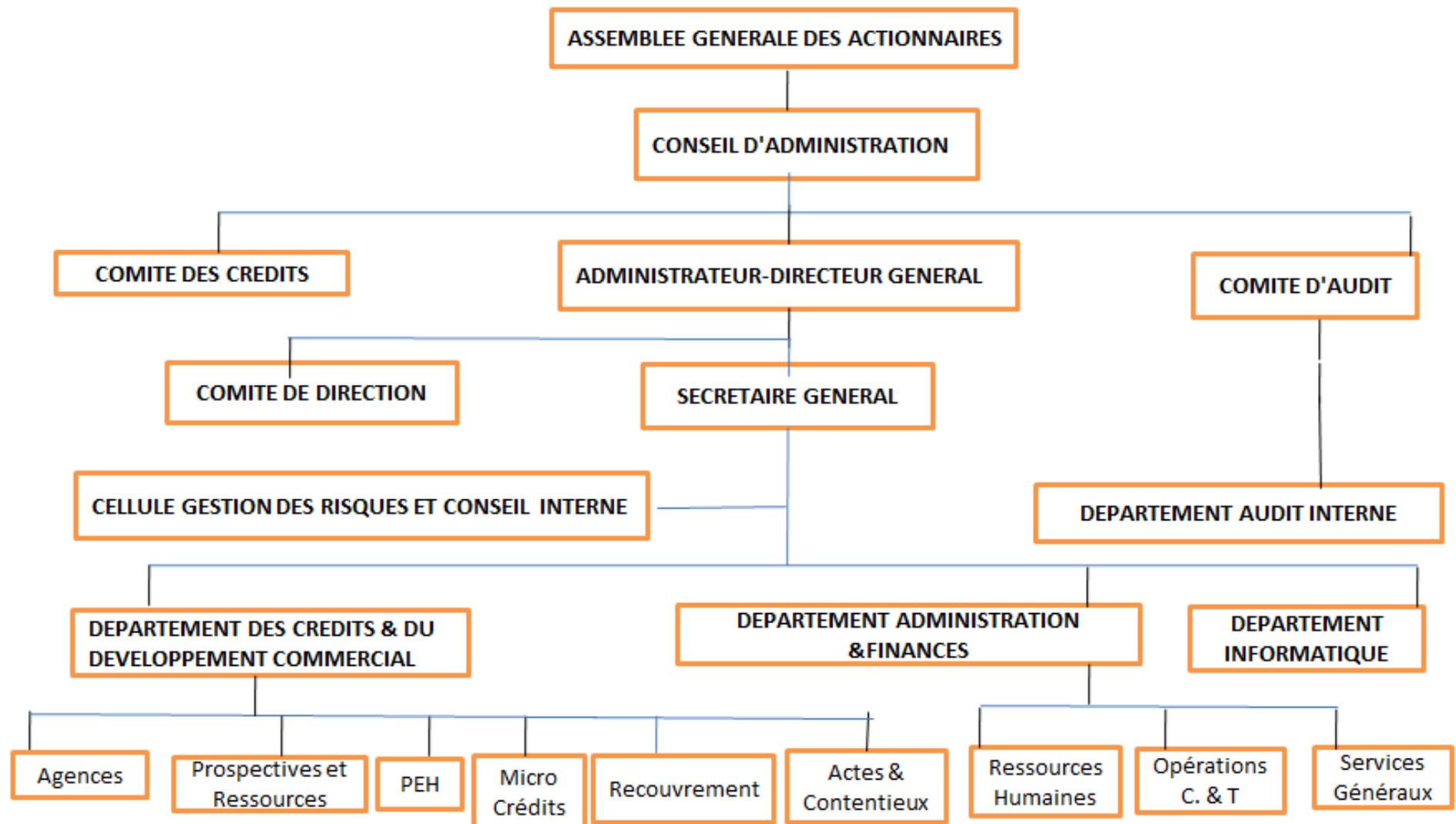
C'est dans cet environnement que la BNDE a exercé ses activités au cours de l'exercice 2018.

¹ Source : BRB

² Source : SOSUMO

2. **BILAN ORGANISATIONNEL, ADMINISTRATIF ET SOCIAL**

2.1. Organigramme de la BNDE au 31 décembre 2018.



2.2. Les différents organes de la Banque et leur fonctionnement

2.2.1. Assemblée Générale des Actionnaires

2.2.1.1. L'actionnariat

Le Capital Social de la BNDE n'a pas varié au cours de l'exercice 2018. Il est resté constamment fixé à BIF 10.074.434.000 au 31 Décembre 2018. Il est composé de 65,53% de capitaux nationaux et de 34,47% de capitaux étrangers. Il est réparti en 74.000 actions nominatives d'une valeur de BIF 136 141 chacune.

Tableau 1 : Actionnariat

N°	Actionnaires	Nombre d'actions	Montant souscrit en BIF	Montant libéré en BIF
1	Etat du Burundi	29 667	4.038.895.047	4.038.895.047
2	Office des cafés du Burundi (OCIBU)	2 400	326.738.400	326.738.400
3	Institut National de Sécurité Sociale (INSS)	2 400	326.738.400	326.738.400
4	Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU)	2 210	300.871.610	300.871.610
5	Banque de Crédit de Bujumbura (BCB)	10 714	1.458.614.674	1.458.614.674
6	Direction Générale de la Coopération au Développement et l'Aide Humanitaire (DGD)	8 500	1.157.198.500	1.157.198.500
7	Banque Européenne d'Investissement (BEI)	8 500	1.157.198.500	1.157.198.500
8	Agence Française de Développement (AFD)	8 500	1.157.198.500	1.157.198.500
9	Brasseries et Limonaderies du Burundi (BRARUDI)	1 109	150.980.369	150.980.369
	TOTAUX	74 000	10.074.434.000	10.074.434.000

2.2.1.2. Réunions de l'Assemblée Générale

Au cours de l'exercice 2018, l'Assemblée Générale des Actionnaires s'est réunie une fois en Assemblée Ordinaire en date du 30 mars 2018 et deux fois en Assemblées Extraordinaires comme suit :

✚ 30 mars 2018 avec pour ordre du jour :

- Nominations statutaires ;
- Analyse et approbation du rapport annuel 2017 du Conseil d'Administration ;
- Analyse et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes, exercice 2017 ;
- Statuer sur le bilan et le compte des pertes et profits arrêtés au 31 Décembre 2017 ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2017 ;
- Décharge du Conseil d'Administration pour l'exercice 2017 ;
- Décharge du Commissaire aux Comptes pour l'exercice 2017 ;

✚ 16 novembre 2018 avec pour ordre du jour :

- Nominations des Administrateurs.

✚ 4 décembre 2018 avec pour ordre du jour :

- Modification des Statuts de la Banque Nationale pour le Développement Economique.

2.2.2 Le Conseil d'Administration

2.2.2.1. Composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2018.

- CPP Gervais NDIRAKOBUCA : Administrateur représentant L'Etat du Burundi /Président
- Monsieur Jean Claude MANIRAKIZA : Administrateur représentant la BANCOBU
- Monsieur Audace BUKURU : Administrateur représentant L'Etat du Burundi/ Membre et Directeur Général de la Banque

- Monsieur Gabriel HAKIZIMANA : Administrateur représentant l'INSS/Membre ;
- Madame Julie NDIHOKUBWAYO : Administrateur représentant L'Etat du Burundi/ Membre;
- Monsieur Jean de Dieu NIYINDABIRA : Administrateur représentant l'OCIBU / Membre;
- Monsieur Alexis NZOHABONIMANA : Administrateur représentant la BCB/Membre.

2.2.2.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu régulièrement ses réunions statutaires pour analyser et accorder des crédits de sa compétence, adopter les rapports de gestion trimestriels, voter les budgets et traiter d'autres questions intéressant la vie de la Banque. Il s'est réuni 8 fois durant l'année 2018.

2.2.3 Le Comité d'Audit

2.2.3.1 Composition du Comité d'Audit au 31 décembre 2018

- Madame Julie NDIHOKUMBWAYO : Président
- Monsieur Jean Claude MANIRAKIZA : Vice - Président
- Monsieur Alexis NZOHABONIMANA : Membre

Monsieur Thierry NDAYIRAGIJE, Chef du Département Audit Interne participe aussi à tous les Comités d'Audit pour la présentation des dossiers.

2.2.3.2 Fonctionnement du Comité d'Audit

Le Comité d'audit s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2018 pour analyser différents rapports et faire des recommandations conformément à la Charte d'audit.

2.2.4 Le Comité de Direction

2.2.4.1. Composition du Comité de Direction au 31 décembre 2018

- Monsieur Audace BUKURU : Administrateur Directeur Général de la Banque / Président
- Madame Donavine NIYONGABIRE : Secrétaire Général de la Banque/ Membre
- Madame Flora IRAKOZE : Chef du Département Administration et Finances/Membre
- Monsieur Innocent TWUNGANE : Chef du Département Informatique/Membre
- Madame Marie Jeanne NDIKUMANA : Chef du Département des Crédits et du Développement Commercial/ Membre et Secrétaire du Comité de Direction.

2.2.4.2 Fonctionnement du Comité de Direction

Le Comité de Direction qui statue sur les dossiers de la compétence de la Direction Générale s'est réuni 38 fois au cours de l'année 2018 et des décisions appropriées ont été prises pour la bonne marche de la Banque.

2.2.5 Le Commissaire aux Comptes

Au cours de l'année 2018, le Commissariat aux Comptes de la Banque était assuré par le Cabinet BIFE représenté par Monsieur Emmanuel NDAMWUMVANEZA.

2.3 Bilan Social de la Banque au 31 décembre 2018

2.3.1. Effectif du Personnel

Au 31/12/2018, l'effectif du Personnel s'établit à 87 unités contre 88 unités à la même période de l'année précédente ; soit une baisse d'une unité pour cause de départ à la retraite. Aucun recrutement n'est à signaler au cours de l'exercice 2018. Cependant, il convient de noter la réintégration d'un cadre au mois de septembre 2018 qui a été compensée par un autre départ suite à une demande de mise en disponibilité au mois d'octobre 2018.

2.3.2. Motivation du Personnel

La Banque a toujours motivé son Personnel par l'octroi des divers avantages salariaux et non salariaux.

Parmi les avantages accordés au Personnel, il y a lieu de signaler les soins médicaux, le fonds de pension complémentaire, la Caisse interne de protection sociale et le soutien que la Banque apporte aux associations du Personnel tel que le club Sportif et l'Association des Femmes.

2.3.2.1. Soins médicaux

Dans le but de permettre au Personnel de vaquer à temps plein au service de la Banque, un dispensaire ouvert dans les enceintes de la Banque depuis 1998 est resté fonctionnel au cours de l'année 2018. Il est géré par un infirmier qui effectue certains soins et examens de laboratoire.

La BNDE dispose également d'un Médecin Généraliste qui passe trois fois par semaine pour faire des consultations. Les soins nécessitant des spécialistes sont assurés par des Cabinets privés.

2.3.2.2. Fonds de pension complémentaire et Caisse interne de protection sociale

Le régime du Fonds de Pension Complémentaire en faveur du Personnel opérationnel depuis 1997 est resté maintenu au cours de l'année 2018.

2.3.2.3. Renforcement des relations Employeur- Employés

Dans le but de maintenir un bon climat social dans l'Entreprise, la Direction a tenu régulièrement informé le Personnel de la situation de la Banque soit directement, soit par le biais de ses représentants au Conseil d'Entreprise.

2.3.3. Formation continue

La Banque a dans ses objectifs la stratégie d'encourager la formation continue des cadres et agent en vue d'améliorer et de renforcer leurs compétences professionnelles.

Au cours de l'exercice 2018, 16 Cadres et agents ont suivis des formations organisées localement et à l'étranger dans divers domaines d'activités de la Banque. Les formations portaient sur les thèmes suivants :

- Méthode d'Audit Interne des IMFS ;
- International exposure &Expériential Program in Rural and Agricultural Finance : Wealth creation and Poverty alleviation initiatives;
- Normes Internationales IAS/IFRS ;
- Enjeux et défis pour les Banques Africaines de Développement
- Formation informatique sur :ABAL, USIT Lunix Server, Applicatifs Abal,BDA Divers, BDA Visual
- Logiciel paie ;
- Analyse financière des IMFS ;
- Formation des formateurs sur le refinancement de la chaine de valeur agricole ;
- Programme de leadership, Coaching et mentorat pour les fonctionnaires des institutions bancaires et de financement du développement ;
- Technique et outils indispensables de la gestion du risque crédit ;
- Un cadre de la Banque suit sa 2^{ème} année de formation continue organisée par l'ITB (Institut des Techniques Bancaires).

Bref, le bilan social de l'exercice 2018 est positif. L'environnement de travail s'est caractérisé par une convivialité entretenue par un cadre de dialogue entre employeur et employés soit directement, soit par le biais des représentants du Personnel au sein du Conseil d'Entreprise.

2.4. Autres activités

Les Dirigeants de la Banque ont poursuivi les contacts avec les partenaires à travers la participation dans des séances de travail organisées par les partenaires locaux et /ou internationaux.

Des démarches de mobilisation de ressources nécessaires pour le financement des activités de la Banque se sont poursuivies et les procédures de mise en place de la ligne de crédit qui sera mise à la disposition des Entreprises de Microfinance dans le cadre de l'accord de financement (don) signé entre la République du Burundi et le Fonds International de Développement Agricole sous sa composante « Renforcer l'offre des services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins de populations ciblées ».

D'autres démarches de nature à mobiliser des ressources de financement de l'activité crédit ont été aussi entreprises auprès des partenaires locaux potentiels.

La Banque a participé dans des manifestations d'intérêts économiques organisées par ses partenaires dont la Banque Africaine de Développement, l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (Afraca) et l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD).

La Banque a aussi participé les 16^{ème} journées annuelles de l'Association des Juristes de Banques et Etablissements Financiers qui ont eu lieu à Bujumbura en dates du 3 au 6 Avril 2018. 12 pays de l'Afrique francophone ont pris part à cette activité à savoir : le Bénin, le Burundi, le Burkina-Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Mali, la Mauritanie, la République Démocratique du Congo, le Sénégal et le Togo. Les juristes de la Banque ont pris part à ces journées annuelles de l'AJBEF, une organisation qui leur offre un cadre d'échanges d'expérience et de renforcement de capacités entre cadres juristes de Banques.

Au cours de l'exercice 2018, le Système Informatique a fonctionné correctement. Aucune panne de nature à perturber les services n'a été enregistrée. Le succès des travaux de migration sur la fibre optique a été confirmé par une stabilité permanente du Système Informatique. De nouveaux programmes ont été développés pour la mise en œuvre des circulaires de la Banque Centrale édictées pour la mise en œuvre de la Loi Bancaire promulguée en Août 2017. En 2018, un programme qui produit automatiquement une base de données sous format Excel et contenant toutes les informations nécessaires aux services utilisateurs a été réalisé. Il est distribué à l'aide du courrier électronique interne, limitant ainsi l'usage du papier et des imprimantes dans le cadre de la dématérialisation des échanges des documents et d'information à l'interne.

3. ACTIVITES FINANCIERES DE LA BANQUE

3.1. Les prises de participation

Au 31 décembre 2018 les prises de participation de la Banque représentent un montant total de BIF 120 178 290.

La situation des participations et des provisions constituées au 31 décembre 2018 est indiquée sur le tableau ci-après :

Tableau 2 : Les prises de participation de la BNDE au 31/12/2018

Sociétés	Part du capital détenu en %	Coût des actions souscrites en BIF	Provisions constituées
1. Société Hôtelière et Touristique du Burundi	9,44%	24 200 000	24 200 000
2. Fabrications d'insecticides et des produits chimiques FADI	7,05%	6 015 000	6 015 000
3. Verreries du Burundi	3,32%	60 800 000	60 800 000
4. Fonds National de Garantie	3,37%	11 000 000	11 000 000
5. Société d'Assurances du Burundi SOCABU	3,45%	16 689 360	
6. Agence de Promotion des Echanges Extérieurs (APEE)	0,70%	723 930	723 930
7. Office du café du Burundi (OCIBU/ ARFIC)	1,00%	750 000	750 000
Total		120 178 290	103 488 930

Source : BNDE

3.2. Les activités de crédit

3.2.1. Crédits octroyés

Au cours de l'exercice 2018, le volume des crédits octroyés s'élève à MBIF 18 821,13 contre un total des octrois d'un montant de MBIF 16 081,63 en 2017 ; soit une augmentation de 17,03 %.

Par terme, les crédits accordés se répartissent comme suit :

- 8 prêts à long terme totalisant MBIF 1 967 ; soit 10,45% des octrois globaux ;
- 31 prêts à moyen terme totalisant MBIF 6 835 ; soit 36,32 % des octrois globaux ;
- 3 510 prêts à court terme totalisant MBIF 10 018 ; soit 53,23 % des octrois globaux ;

Comparativement à la même période de l'année précédente, les montants des prêts à long, à moyen et à court termes sont respectivement en hausse de 1 119,01%, 1,12 et 9,36%.

L'évolution des crédits octroyés par année au cours des 5 dernières années se présente comme suit :

2014 : MBIF 14 506
 2015 : MBIF 9 094
 2016 : MBIF 16 849
 2017 : MBIF 16 081
 2018 : MBIF 18 821

3.2.2. Engagements de Financement

Au 31 décembre 2018, les engagements de financement envers la clientèle (crédits accordés non encore débloqués, crédits pour petit équipement non compris) s'élèvent à BIF 3 631 000 000. Ces engagements à la clientèle correspondent à des crédits approuvés mais qui sont en attente de déblocage à la clôture de l'exercice car les clients n'ont pas encore réuni tous les documents nécessaires pour la mise en place de ces crédits ou des tranches de crédits non encore débloqués.

Tableau 3 : Détail des engagements par terme au 31 décembre 2018 (en BIF)

	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux
Crédits autorisés	0	3 631 000 000	0	3 631 000 000
Crédits à disposition	0	0	0	0
Totaux	0	3 631 000 000	0	3 631 000 000

Source : BNDE

3.2.3. Les débloques

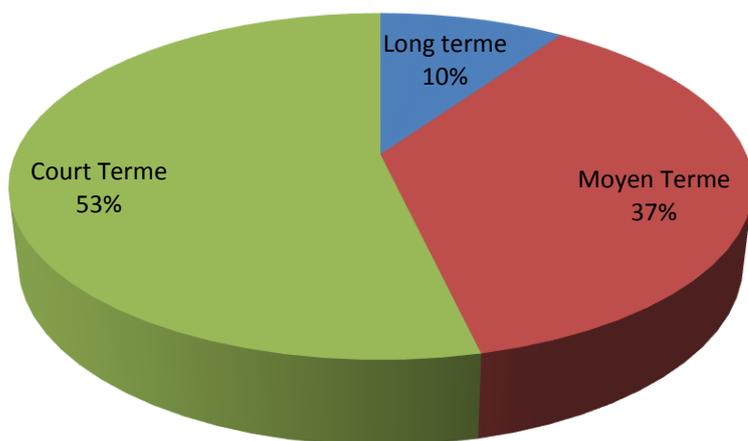
Les débloques de l'année 2018 hors Petit Equipement s'élèvent à BIF 5 237 047 520 et sont ainsi répartis :

6Prêts à long terme	: BIF 124 000 000
32Prêts à moyen terme	: BIF 5 040 097 520
7 Prêts à court terme	: BIF72 950 000

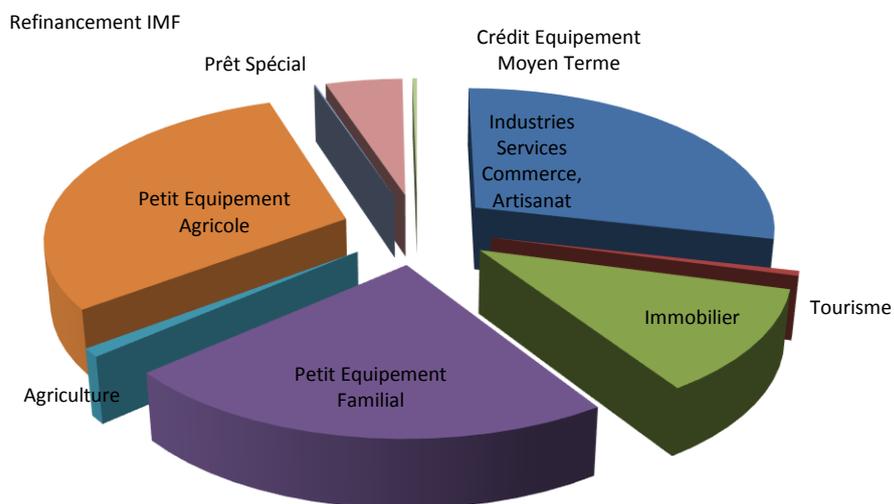
Tableau 4 : Crédits octroyés par termes et par Secteurs au 31 Décembre 2018

Terme	Long Terme		Moyen Terme		Court Terme		TOTAL	
	Montant (en BIF)	Nbre	Montant (en BIF)	Nbre	Montant (en BIF)	Nbre	Montant (en BIF)	Nbre
Secteur								
Agriculture et Elevage			156 000 000	6	23 500 000	2	179 500 000	8
Industrie/ Service/ Art. /Commerce	1 800 000 000	1	3 588 246 943	12			5 388 246 943	13
Tourisme			101 790 000	3			101 790 000	3
Immobilier	167 485 800	7	2 019 065 775	7			2 186 551 575	14
Petit équipement familial					4 306 198 000	1 467	4 306 198 000	1 467
Petit équipement agricole					5 688 844 000	2 041	5 688 844 000	2 041
Refinancement IMF			900 000 000	1			900 000 000	1
Equipement Moyen Terme			50 000 000	1			50 000 000	1
Prêts spéciaux			20 000 000	1			20 000 000	1
TOTAL Général	1 967 485 800	8	6 835 102 718	31	10 018 542 000	3 510	18 821 130 518	3 549
pourcentage	10,45%		36,32%		53,23%			

Graphique: Octroi des crédits par termes



Graphique: Octroi des crédits par secteurs



3.3. Situation de remboursement au 31 décembre 2018

3.3.1. Situation générale de remboursement

Le tableau ci-dessous met en exergue les différents taux de recouvrement par terme et par rapport à l'ensemble des secteurs d'activités de la Banque.

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	1 207 91 157	5 326 286 294	11 756 861 945	18 290 239 396	100,00 %
Total remboursements (en BIF)	1 012 395 696	4 962 002 288	11 630 393 735	17 604 791 719	96,25%
Total impayés (en BIF)	194 695 461	364 284 006	126 468 210	685 447 677	3,75%
Taux de remboursement	83,87	93.16	98,92	96,25	

Le taux de remboursement étant le rapport entre le total des remboursements effectués et le total des appels d'échéances à une période considérée se situe à 96,25 % au 31 décembre 2018.

Il est en hausse de 3,7 % comparativement aux performances réalisées au 30 septembre 2018 tandis qu'il s'inscrit en hausse de 10,48 % par rapport au taux réalisé à la même période de l'année passée qui se chiffrait à 85,77 %.

D'une façon générale, ce tableau montre de toute évidence que les crédits à court terme enregistrent le meilleur taux de remboursement (98.92%) suivi des crédits à moyen terme (93.16%) et en dernière position les crédits à long terme (83.87%).

Il y a lieu de noter que les crédits à long terme, les crédits à moyen terme ainsi que les crédits à court enregistrent des taux de recouvrement qui s'améliorent.

Le taux de recouvrement des crédits à long terme s'établit à 83.87 % au 31/12/2018 contre 80.81 % au 30/09/2018 ; soit une amélioration de taux de recouvrement de 3.06 % tandis que le taux de recouvrement des crédits à moyen terme s'élève à 93.16% au 31/12/2018 contre 84.26 % au 30/09/2018; soit une amélioration de 8.9 % d'un trimestre à l'autre.

Quant au taux de recouvrement des crédits à court terme, il se situe à 98.92 % au 31/12/2018 contre 97.79 % au 30/09/2018 ; soit une amélioration de 1.23 % d'un trimestre à l'autre.

La variation du taux de recouvrement diffère suivant les secteurs d'activité.

3.3.2 Remboursement par secteurs d'activités

Tourisme

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	341 141 853	166 125 644	1 362 129	508 629 626	100,0%
Total remboursements (en BIF)	227 667 912	154 768 842	1 362 129	383 798 883	75.46%
Total impayés (en BIF)	113 473 941	11 356 802	0	124 830 743	24.54%
Taux de remboursement	66.74 %	93.16 %	100,00%	75.46 %	

Le taux de recouvrement de ce secteur se situe à 75,46 % au 31/12/2018 contre un taux de 81,31% au 31/12/2017. Il est en baisse de 5,85% comparativement à la situation de la même période de l'année précédente. Cependant, il s'améliore comparativement au taux enregistré au 30/9/2018 ; il s'accroît de 5,41 %.

Des efforts de recouvrement vont se poursuivre par le service recouvrement en collaboration avec les Cadres des services de la Banque.

Commerce, Services et Artisanat

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	495 555 684	3 177 129 196	282 639 016	2 996 895 886	100,0%
Total remboursements (en BIF)	435 956 543	2 956 906 287	260 692 156	2 715 257 538	92,37%
Total impayés (en BIF)	59 599 141	220 222 909	21 946 860	281 638 348	7,63%
Taux de remboursement	87,97 %	93,07 %	92,24%	92,37 %	

Ce secteur renferme les grands dossiers relevant du domaine du Commerce, de l'artisanat, de la Santé, de l'éducation et des divers autres services.

Comparativement au taux de recouvrement qui était de 90,60 % à la fin du 3^{ème} trimestre 2018, ce secteur a connu une hausse de 1,77 % au 31 décembre 2018 contre un accroissement de 2.05 % d'une année à l'autre.



Industrie

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	0	1 220 363 224	0	1 220 363 224	100,0%
Total remboursements (en BIF)	0	1 213 484 975	0	1 213 484 975	99.44 %
Total impayés (en BIF)	0	6 878 249	0	6 878 249	0.56%
Taux de remboursement		99.44 %		99.44 %	

Le secteur de l'industrie compte un nombre limité de dossiers comparativement à d'autres secteurs.

Le taux de remboursement a connu une forte progression passant de 70,92 % au 30/09/2018 à 99,44 % au 31/12/2018 ; soit une hausse de 28,52 %. Il s'inscrit aussi substantiellement en hausse de 71,71 % d'une année à l'autre. Cette hausse est essentiellement due à un gros dossier du secteur qui ne tombe plus.



Agriculture et Elevage

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	68 802 725	405 217 595	84 092 372	558 112 692	100,0%
Total remboursements (en BIF)	68 517 523	283 381 979	76 206 164	428 105 666	76.71%
Total impayés	285 202	121 835 616	7 886 208	130 007 026	23.29%
Taux de remboursement	99,59%	69,93%	90,62%	76,71%	

C'est un secteur à très hauts risques et soumis notamment à plusieurs aléas climatiques. Son taux de remboursement est en hausse de 14,25 %

comparativement aux performances de recouvrement atteintes au 3^{ème} trimestre 2018. Cependant, ce taux connaît une diminution de 7,86 % par rapport à la même période de l'année 2017 suite aux mauvais rendements consécutifs aux fortes pluies.



Le secteur immobilier

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	301 590 895	282 484 268	33 550 254	617 625 417	100,0%
Total remboursements (en BIF)	280 253 718	278 493 838	32 297 745	591 045 301	95,70%
Total impayés (en BIF)	21 337 177	3 990 430	1 252 509	26 580 116	4,30%
Taux de remboursement	92,93 %	98,59 %	96,27%	95,70%	

Dans ce secteur où la plupart des clients remboursent sur salaires, le taux de remboursement a connu une amélioration.

Il augmente de 9,29 % en passant de 86,41 % à 95,70 % comparaison faite aux performances de la même période de l'année passée. Une amélioration de ce taux est aussi observée comparativement au taux de recouvrement réalisé au 30/9/2018. Elle est matérialisée par une hausse de taux de recouvrement de 2,2 % ; soit une variation de taux allant de 93,50 % au 30/9/2018 à 95,70 % au 31/12/2018.



Les prêts spéciaux

Ces crédits n'appellent pas de commentaire particulier du moment que les tranches de paiement s'opèrent directement sur les salaires du Personnel de la Banque et de façon régulière. Les appels d'échéances totalisent un montant de 74 966 367 au 31/12/2018 et sont honorées à 100%.

Ces crédits sont remboursables sur le moyen terme.



Les micro- Crédits

Rubriques	Long terme	Moyen terme	Court terme	Totaux	%
Total appel d'échéances (en BIF)	0	0	11 355 218 174	11 355 218 174	100,0 %
Total remboursements (en BIF)	0	0	11 259 835 541	11 259 835 541	99.16 %
Total impayés (en BIF)	0	0	95 382 633	95 382 633	0.84%
Taux de remboursement	0	0	99.16 %	99.16 %	

Ce sont des crédits remboursables par le truchement des salaires et accordés aux salariés du secteur public et privé dont l'assiette financière est jugée stable. Ils sont actuellement remboursés sur 5 ans. Ils ont également l'avantage d'être doublement garantis par un aval solidaire et un fonds de garantie qui sont sollicités chaque fois que de besoin quand le débiteur principal vient de manquer à son obligation de paiement.

Ils sont également couverts dans certains cas, par une assurance-crédit en cas de décès. Il convient de noter que les nouveaux crédits sont désormais systématiquement garantis par une assurance-crédit.

Le taux de remboursement de ce secteur s'améliore et passe à 99,16 % au moment où il était à 98,61 % au 30/09/2018 et à 98,66 % au 31/12/2017.

En conclusion, on constate que dans l'ensemble le taux de remboursement a connu une amélioration au 31 décembre 2018 comparativement à la même période de l'année passée (+10.48 %) et à la situation au 30/9/2018 (+0.3 %).

Les Secteurs du Tourisme, et de l'agriculture restent particulièrement préoccupants.

Cependant pour veiller à l'amélioration continue des performances de recouvrement, un rythme soutenu de recouvrement restera maintenu en direction des clients défaillants de tous les secteurs.

Evolution du Taux de remboursement des crédits de 2012 à 2018 (en %)

Année	Taux
2012	94,60
2013	94,30
2014	90,50
2015	90,50
2016	86,84
2017	85,77
2018	96,25

4. LES ETATS FINANCIERS

BILAN AU 31/12/2018

(en milliers BIF)

ACTIF	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	2.1	2 575 714	1 334 363
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers disponibles à la vente		1 156 689	16 689
Prêts et créances sur les banques et assimilées	2.2	2 762 499	3 973 724
Prêts et créances sur la clientèle	3	36 531 532	33 307 529
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants et différés			
Autres actifs	4	1 399 725	4 580 833
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Ecart de conversion sur devises avec garantie de change			
Immeubles d'exploitation	5	1 388 315	1 457 099
Immeubles de placement	5	1 333 092	397 472
Immobilisations corporelles	5	344 292	441 621
Immobilisations incorporelles	5	527 069	527 069
Écarts d'acquisition			
Total de l'actif		48 018 927	46 036 399

(en milliers BIF)

PASSIF	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales		-	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les banques et assimilées	6	4 852 205	4 671 831
Dettes envers la clientèle	7	10 506 821	10 810 940
Dettes représentées par un titre			
Passifs d'impôts courants et différés		943 385	903 516
Autres passifs			
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Comptes de régularisation et passifs divers	8	11 080 119	10 010 429
Provisions pour risques et charges		951 543	865 968
Dettes subordonnées			
Capitaux propres		19 684 854	18 773 715
Capital et réserves liées	9	13 427 227	13 427 227
Capitaux propres recyclables			
Réserves consolidées	10	2 098 408	5 663 926
Gains ou pertes latents ou différés		1 268 051	1 268 051
Résultat de l'exercice part du groupe	11	2 891 168	-1 585 489
Intérêts minoritaires			
Total du passif		48 018 927	46 036 399

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018

(en milliers BIF)

POSTES	Notes	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés		6 297 228	6 175 040
- Intérêts et charges assimilées		983 600	1 195 685
INTÉRÊTS NETS		5 313 628	4 979 355
+ Commissions (produits)		1 163 091	783 193
- Commissions (charges)			
+/- Gains ou pertes nets de change			
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat			
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente			
+ Produits des autres activités		307 437	216 831
- Charges des autres activités			
PRODUIT NET BANCAIRE		6 784 156	5 979 379
- Charges de personnel		2 285 763	1 858 014
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		364 202	303 390
- Autres charges générales d'exploitation		936 127	736 136
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 198 064	3 081 839
- Coût du risque		-351 249	4 659 644
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		3 549 313	-1 577 805
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		42 142	65 346
- Variations de valeur des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		3 591 455	-1 512 459
- Impôts sur les bénéfices		700 287	73 030
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		2 891 455	- 1 585 489

Résultat net attribuable aux actionnaires de la mère		
Résultat net attribuable aux minoritaires		
TOTAL		

Résultat net par action		
Résultat net dilué par action		

Tableau des flux de trésorerie aux 31 décembre 2018& 2017

Notes	31/12/2018	31/12/2017	variation
Résultat avant impôts	3 591 455	-1 512 459	-337%
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	364 202	303 390	20%
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-351 249	4 659 644	108%
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement (Produits)/charges des activités de financement		-	
Autres mouvements		-	
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant Impôts et des autres ajustements	12 953	4 963 034	100%
Flux liés aux opérations avec les banques et assimilées			
Flux liés aux opérations avec la clientèle	- 3 176 873	-3 847 069	17%
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 236 242	- 972 743	
-Impôts versés	- 700 287	- 73 030	
Diminution/ (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	- 640 918	-4 892 842	-87%
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	2 963 490	-1 442 267	-305%
Flux liés aux actifs financiers et aux participations			
Flux liés aux immeubles de placement			
Flux liés aux immobilisations	- 1 133 709	- 408 473	178%
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	- 1 133 709	- 408 473	178%
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires			
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-1 980 029	815 051	-343%
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-1980 029	815 051	-343%

Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-		
Augmentation/ (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	- 150 248	-1 035 689	-85%
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	636 256	1 671 945	-62%
Caisse, banques centrales (actif et passif)	1 334 363	596 051	-124%
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	-698 107	1 075 894	-165%
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	486 008	636 256	-24%
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	2 575 714	1 334 363	93%
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	- 2 089 706	-698 107	199%
Variation de la trésorerie nette	150 248	1 035 689	-15%

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Résultats latents ou différés	Résultat net part du groupe	Total part Groupe	Minoritaires	Total
(en milliers BIF)	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Capitaux propres clôture N-2	6 190 100	3 352 793		8 371 801	1 060 897	568 562			19 544 153
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs									
Capitaux propres d'ouverture N-1 retraités	6 190 100	3 352 793	0	8 371 801	1 060 897	568 562	0	0	19 544 153
Affectation du résultat N-2				116 193		-568 562			-452 369
Dividendes versés									
Augmentation de capital	3 884 334			-3 884 334					
Autres variations (à détailler)				1 060 266	207 154				1 267 420
Résultat net de l'exercice						-1 585 489			-1 585 489
Sous-total : transactions entre actionnaires	3 884 334	0		-2 707 875	207 154	-1 585 489			-770 438
Autres éléments du résultat global									
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente									
Écarts de réévaluation des immobilisations									
Autres (à détailler)									
Capitaux propres clôture N-1	10 074 434	3 352 793		5 663 926	1 268 051	-1 585 489			18 773 715
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs									
Capitaux propres ouverture N retraités	10 074 434	3 352 793		5 663 926	1 268 051	-1 585 489			18 773 715
Affectation du résultat N-1				-1 585 489					
Dividendes versés									
Augmentation de capital									
Autres variations (à détailler)				-1 980 029					-1 980 029
Résultat net de l'exercice						2 891 168			2 891 168
Sous-total : transactions entre actionnaires	0	0	0	-3 565 518	0	2 891 168	0	0	911 139
Autres éléments du résultat global									
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente									
Écarts de réévaluation des immobilisations									
Autres (à détailler)									
Capitaux propres clôture N	10 074 434	3 352 793	0	2 098 408	1 268 051	2 891 168	0	0	19 684 854

Conclusion et Perspectives

Au 31 Décembre 2018, la situation de la Banque est très satisfaisante et encourageante.

Le volume des crédits accordés totalisent un montant de MBIF 18 821,13 contre des prêts accordés au cours de l'exercice précédent totalisant un montant de MBIF 16 081,63. Ainsi, comparé aux réalisations de l'exercice précédent, il y a une augmentation de 17,03 %.

La situation du recouvrement s'est améliorée par rapport à l'année passée. Le taux de remboursement est de 96,25% au 31 Décembre 2018 contre 85,77% au 31 Décembre 2017 ; soit une amélioration du taux de recouvrement de 10,48. Cette hausse est le résultat des efforts conjugués du Personnel et de la Direction de la Banque pour l'assainissement du portefeuille de la Banque mais aussi il y a lieu de noter que la radiation d'un gros dossier du secteur agro-industrie y a contribué.

Au 31 Décembre 2018, le total du bilan enregistre une hausse de 4,3% passant de MBIF 46 036,399 à MBIF 48 018 927 d'une à l'autre.

Le produit net bancaire s'accroît de 13,4% et le résultat net de l'exercice enregistre une hausse substantielle de 282,3% d'une année à une autre. Cet accroissement est le fruit des efforts conjugués du Personnel de la Banque, de la Direction ainsi que le Conseil d'Administration.

La mobilisation de ressources longues reste une préoccupation pour la Banque en vue d'obtenir des ressources adaptées au financement des projets en l'occurrence les projets productifs qui requièrent des crédits à long et moyen termes. Des efforts de mobilisation de ressources moins onéreuses se poursuivent.

En plus de la prospection de nouveaux bons projets en termes et viables, la Banque compte s'atteler au recouvrement des prêts déjà consentis enregistrant des impayés.

Des stratégies visant la satisfaction des clients et l'amélioration de la conduite des affaires seront prises en compte et intégrées dans le plan stratégique de la BNDE pour la période 2019-2023 en cours d'élaboration.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes.

Les comptes de la BNDE S.M sont établis en en conformité avec le référentiel IFRS(International Financial Reporting Standards) au 31 décembre 2018 avec une comparaison au 31 décembre 2017.

- **Principes comptables et méthodes d'évaluation.**

- **1.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**

- **Prêts et créances**

Les prêts et créances regroupent les actifs financiers non dérivés à revenus fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction, ni destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi.

Les prêts et créances sont présentés au bilan parmi les « Prêts et créances sur les banques et assimilées » ou les « Prêts et créances sur la clientèle » suivant la nature de la contrepartie.

Ils sont évalués après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation.

- **Actifs financiers disponibles à la vente**

Ce sont les actifs financiers non dérivés détenus pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Les actifs disponibles à la vente sont évalués, à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur. Une action non cotée qu'il n'est pas possible d'évaluer en l'absence d'une mesure fiable est comptabilisée au coût (ou coût historique) : les plus-values latentes ne sont pas constatées et les dépréciations sont comptabilisées en résultat.

➤ 1.2 DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS

▪ Prêts et créances

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur les prêts et créances. Elles sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Elles sont traitées soit sur une base "individuelle", soit sur une base de "portefeuilles homogènes".

Dans ces deux cas la dépréciation est la différence entre l'encours figurant en comptabilité et les flux de trésorerie estimés (montants recouvrables) actualisés au taux effectif calculé lors de la comptabilisation initiale. Le montant retenu tient également tenir compte des garanties.

Enfin, il existe également un risque que, parmi les créances saines, une partie des futures échéances soit impayée et se traduise par des pertes. Aussi, une dépréciation collective sur créances saines doit être constituée.

Option retenue par la BNDE

L'option retenue par la BNDE est l'application des taux de provisionnement fixés par la Banque Centrale : 1% pour les créances saines, 3% pour les créances à surveiller, 20% pour les créances pré-douteuses, 50% pour les créances douteuses et 100% pour les créances compromises.

➤ 1.3 LES IMMOBILISATIONS

▪ Les immobilisations corporelles

Deux méthodes d'évaluation peuvent être appliquées aux immobilisations corporelles :

-le modèle de la réévaluation, qui consiste à comptabiliser les immobilisations pour leur montant réévalué. Dans ce modèle les réévaluations, ou dévaluations, successives sont imputées au bilan tant que la somme cumulée des réévaluations-dévaluations est positive, sinon imputation en résultat,

-le modèle du coût, qui consiste à comptabiliser les immobilisations à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des dépréciations (ou pertes de valeur).

Option retenue par la BNDE

Pour les bâtiments d'exploitation, le modèle de la réévaluation a été retenu.

Pour les autres immobilisations corporelles (mobilier, matériel informatique, matériel roulant, ...), il est considéré que chaque immobilisation fait l'objet d'un composant et est amorti sur une durée de vie correspondant à la réalité.

▪ **Les immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et des frais immobilisés à répartir. Les logiciels sont amortis selon leur durée de vie.

Les frais immobilisés à répartir correspondent aux provisions pour avantages du Personnel couvrant les exercices antérieurs à 2015.

Dans l'objectif de limiter la volatilité dans les résultats et capitaux propres des banques et établissements financiers liés à l'adoption des IFRS, la BRB a autorisé la comptabilisation de ces provisions dans le compte de charges à répartir en contrepartie des provisions pour avantages au Personnel. Ils seront amortis au fur et à mesure par l'affectation d'une quote-part du résultat de l'exercice sur une période allant de 3 à 5 ans.

En 2016 et en 2017, les amortissements sur immobilisations incorporelles ont été constatés dans l'affectation des résultats de 2015 et 2016 respectivement.

▪ **Les immeubles de placement**

Les immeubles de placement ont été évalués à leur juste valeur dans le bilan d'ouverture et la BNDE a retenu le modèle du coût pour les bilans suivants. En 2017, une nouvelle réévaluation a été effectuée.

➤ **1.4 LES AVANTAGES DU PERSONNEL**

Afin de donner une image économique fidèle, la norme IFRS impose de comptabiliser, en matière d'avantages au Personnel, aussi bien les obligations formelles que les obligations implicites découlant des usages.

Ces obligations sont classées en 4 catégories :

- les *avantages à court terme* (payables dans un délai inférieur à 1 an). Ces avantages concernent essentiellement les salaires, les congés, les cotisations sociales, l'intéressement,..... Ces avantages sont comptabilisés directement en tant

que "charges" lorsque le service est rendu et les montants ne sont donc pas actualisés ;

- les ***avantages à long terme*** (payables dans un délai supérieur à 1 an). Ces avantages concernent les versements futurs tels que les primes de fidélité, médaille du travail ainsi que les primes de départ en retraite. Ils sont portés au passif de l'établissement pour la valeur actualisée de l'obligation (diminuée, s'il y a lieu, de la valeur de marché des actifs utilisés directement pour financer l'avantage à long terme) ;
- les ***avantages liés à la fin de contrat de travail***. Ces avantages concernent ceux payables à la fin d'un contrat à durée déterminée et de longue durée (supérieure à un an) ou à la suite d'un plan de licenciement. Le montant comptabilisé correspond à la valeur actualisée de l'obligation de l'entité vis-à-vis du personnel concerné ;
- les ***avantages postérieurs à l'emploi***. Ces avantages concernent essentiellement le versement de pensions et comprennent deux types de régime :
 - les "régimes à cotisations définies", dans lesquels l'établissement se limite à payer des cotisations définies à une entité distincte (un fonds, une caisse de retraite ou une compagnie d'assurance) qui servira in fine les avantages au Personnel. Dans ce cas, les cotisations payées sont comptabilisée en charges sur l'exercice car elles sont relatives à un service rendu par un membre du Personnel pendant l'exercice. L'entreprise n'a aucune obligation de payer des cotisations supplémentaires.
 - les "régimes à prestations définies", dans lesquels l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues aux membres de son Personnel en activité et retraité; La gestion d'un régime à prestations définies peut être sous-traitée à un organisme externe (compagnie d'assurance ou caisse de retraite). L'entité reste finalement responsable du paiement des prestations envers le Personnel, notamment en cas d'insuffisance de financement ou de défaillance du fonds.

Ces avantages sont portés au passif (ou placé dans un organisme externe) au titre de prestations définies et doivent être égaux au total de la valeur actualisée de l'obligation à la clôture de l'exercice.

Option retenue par la BNDE

A la BNDE, les avantages du Personnel concernent les engagements de la banque envers ses collaborateurs pour les années futures.

A ce titre, les engagements suivants ont été recensés :

- l'indemnité de fin de mandat social,
- l'indemnité de fin de carrière,

- la bonification de départ en retraite,
- l'indemnité funéraire en cas de décès (secours versé aux ayant-droits),
- les primes d'ancienneté versées à l'issue de 10 ans, 20 ans, 30 ans et 40 ans de collaboration

Au 31 décembre 2018, la BNDE a pris en compte les engagements de la banque envers son personnel.

➤ **1.5 IMPOTS DIFFERES**

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

❖ **Présentation des états financiers**

➤ **1.6 FORMAT D'ETATS DE SYNTHESE ET DE TABLEAUX**

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse et des tableaux utilisés est conforme au format des états proposés par la BRB.

Les états financiers de la Banque Nationale pour le Développement Economique sont préparés en application des principes comptables suivants :

A) Base de préparation.

Les états financiers sont préparés sur base du principe des coûts historiques et sont présentés en milliers de francs burundais (mBIF).

En conformité avec les Normes Comptables Internationales, les états financiers de la BNDE S.M sont présentés sur une base comparative, d'une année à l'autre.

B) Comptabilisation des produits.

Les produits sont comptabilisés au cours de la période dans laquelle ils ont été perçus.

Les intérêts échus et impayés sur créances compromises sont comptabilisés en agios réservés et ne seront comptabilisés en produits qu'au jour de leur encaissement effectif.

C) Comptabilisation des charges.

Les charges sont comptabilisées quand elles sont engagées, suivant la méthode de la comptabilité d'engagements.

D) Actif immobilisé.

Les terrains et les bâtiments tant d'exploitation que de placement ont fait l'objet d'une réévaluation en 2014, puis en 2017 par composants.

Les amortissements sont calculés selon la méthode d'approche par composant et les durées de vie pour chaque composant sont les suivants :

- A partir de la date de construction moyenne de 1970

Gros œuvre : 100 ans

Installation de chantier : 100 ans

- A partir de la date de réévaluation au 01/01/2017

Étanchéité: 25ans(soit 50 ans/2)

Huisseries et menuiseries: 15 ans(soit 30 ans/2)

Agencement hors gros œuvre : 15 ans

Installations électriques : 15 ans

Les autres actifs immobilisés sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés selon la méthode dégressive. Les taux d'amortissements sont ceux fixés par la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus. Les taux d'amortissement annuels applicables à chaque type d'immobilisation sont les suivants :

Matériel informatique : 50%

Autres matériels : 50%

E) Actifs et passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers ainsi que les produits et charges y relatifs sont enregistrés en Frans Burundais (BIF). Tous les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

F) Avantages du Personnel en matière de sécurité sociale.

La BNDE se conforme à la Loi en vigueur en matière de sécurité sociale qui consiste à verser pour le compte de ses employés, des cotisations à l'Institut National de Sécurité Sociale(INSS). La cotisation de l'employeur s'élève à 6%(branche des pensions),3%(branche risque professionnelle) et celle de l'employé est de 4%. Le salaire brut maximal sur lequel la cotisation est prélevée est de 450.000 BIF.

En outre, la B.N.D.E accorde à ses employés et à leurs ayant-droit la prise en charge médicale dans les conditions prévues par le code du travail pour les soins de santé au Burundi.

G) Provisions pour créances compromises

Les taux de provisionnement préconisés par la Banque Centrale selon la nouvelle réglementation édictée depuis avril 2013, et applicable par la BNDE depuis avril 2017, sont les suivants :

Classe	Catégorie	Age de l'impayé	% Provision
1	Créances saines	0 jours	1%
2	Créances à surveiller	1-89 jours	3%
3	Créances pré-douteuses	90-189 jours	20%
4	Créances douteuses	180-359 jours	50%
5	Créances compromises	360 jours et plus	100%

H) Conversion des transactions effectuées en devises étrangères.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties en BIF, en appliquant le taux de conversion en vigueur à la date de transaction. Les actifs et les passifs en devises étrangères sont convertis en BIF à la date du bilan. Les gains et les pertes sur changes potentielles sont enregistrés sur le compte « Différences de change à répartir » et les pertes réalisées sont couvertes par la garantie de l'Etat du Burundi.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>NOTE 2.1</u>			
<u>Caisse, Banques centrales</u>	2 575 714	1 334 363	93,03
Valeurs en caisse	1 988	9 310	-78,65
BRB,compte ordinaire en BIF	2 573 726	1 325 053	94,24
<u>NOTE 2.2</u>			
<u>Prêts et créances sur les banques et assimilées</u>	2 762 499	3 973 724	-30,48
<u>Comptes ordinaires des banques et assimilées</u>	1 053 482	1 078 888	-2,35
BANCOBU	277 020	398 364	-30,46
BCB	595 355	567 133	4,98
BBCI	6 883	7 668	- 10,24
INTERBANK	75 531	89 730	- 15,82
ECOBANK	26 825	7 457	259,73
BGF	43 234	911	4645,77
FINBANK	18 762	4 151	351,99
CRDB BANK	9 872	3 474	184,17
<u>Prêts financiers</u>	1 709 017	2 894 836	-40,96
FSCJ	1 316 086	1 719 676	-23,47
FSTS	341 468	1 064 471	-67,92
RECEKA-INKINGI	51 463	110 689	-53,51

Commentaire:

Les avoirs en caisse et auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 93,03% d'une année à une autre, soit une hausse de 1.241 MBIF.

Les prêts et créances sur les banques et assimilées sont en baisse de 30,48 % d'une année à une autre, soit une baisse de 1.211 MBIF. La baisse est observée au niveau des prêts financiers pour 1.186 MBIF et au niveau des comptes ordinaires des banques et assimilées pour 26 MBIF.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>NOTE 3</u>			
<u>Prêts et créances sur la clientèle</u>	36 531 532	33 307 529	9,68
Crédits de trésorerie	139 640	367 222	-61,97
Crédits à l'équipement	11 207 093	11 717 531	-4,36
Crédits à la consommation	18 894 087	17 278 917	9,35
Crédits immobiliers	3 766 371	2 113 745	78,18
Valeurs à recevoir	1 883 203	1 335 367	41,03
Autres opérations avec la clientèle	25 061	53 127	-52,83
Créances dépréciées	2 707 614	8 323 244	-67,47
Dépréciations	-2 091 537	-7 881 624	-73,46

Commentaire:

Les prêts et créances sur la clientèle sont en hausse de 9,68% d'une année à une autre, soit augmentation de 3. 224 MBIF

.Les crédits de trésorerie diminuent de 61,97%

.Les crédits à l'équipement diminuent de 4,36%

.Les crédits à la consommation augmentent de 9,35%

.Les crédits immobiliers augmentent de 78,18%

.Les valeurs à recevoir augmentent de 41,03%

.Les autres opérations avec la clientèle diminuent de 52,83%

.Les créances dépréciées diminuent de 67,47 %

.Les dépréciations diminuent de 73,46%.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>NOTE 4</u>			
<u>Autres actifs</u>	1 399 725	4 580 833	-69,44
Comptes de régularisations	704 708	2 535 541	-72,21
.Produits à recevoir et charges constatées d'avance	36 104	35 198	2,57
.Ecart de conversion sur devises avec garantie de change	172 149	85 031	102,45
.Intérêts en suspens	496 455	2 415 312	-79,45
Valeurs et emplois divers	695 017	2 045 292	-66,02
.Immobilisations acquises par réalisation des garanties hypothécaires	695 017	2 045 292	-66,02

Commentaire:

Les autres actifs diminuent de 69,44% d'une année à une autre.

Les comptes de régularisations diminuent de 72,21%.

Il s'agit principalement des intérêts en suspens.

Les valeurs et emplois divers diminuent de 66,02%.

Il s'agit des immobilisations acquises par réalisations des garanties hypothécaires qui ont été rachetées par les anciens propriétaires et d'autres transférées en immobilisations de placement.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
NOTE 5			
<u>Immobilisations</u>	3 592 768	2 823 261	27,26
Immeubles d'exploitation	1 520 887	1 520 887	
Amortissements	132 572	63 788	107,83
	1 388 315	1 457 099	-4,72
Immeubles de placement	1 389 193	413 313	236,11
Amortissements	56 101	15 841	254,15
	1 333 092	397 472	235,39
Immobilisations corporelles			
.Mobilier et matériel de bureau	733 399	713 184	2,83
.Matériel roulant	848 059	831 485	1,99
.Agencements et aménagements	69 626	53 925	29,12
.Autres immobilisations corporelles	84 012	86 451	-2,82
.Immobilisations en cours	-	15 701	-100,00
Amortissements	-1 390 804	-1 259 125	10,46
	344 292	441 621	-22,04
Immobilisations incorporelles			
.Logiciels	250 645	250 645	
.Frais d'établissement et autres à répartir	527 069	527 069	
Amortissement des logiciels	- 250 645	-250 645	
	527 069	527 069	

Commentaire:

Les immobilisations enregistrent une hausse de 27,26% d'une année à une autre.

Le poste qui a le plus augmenté est celui des Immeubles de placement qui est en hausse de 235,39%, soit une augmentation de 936 MBIF. Outre la rénovation de deux villas pour 100 MBIF, il y a eu le transfert vers ce poste de deux immeubles acquis par réalisation des garanties hypothécaires pour 881 MBIF.

Les frais d'établissement et autres à répartir correspondent aux provisions pour avantages du personnel couvrant les exercices antérieurs à 2015. Dans l'objectif de limiter la volatilité dans les résultats et capitaux propres des banques et établissements financiers liés à l'adoption des IFRS, la Banque Centrale a autorisé la comptabilisation de ces provisions dans le compte de charges à répartir en contrepartie des provisions pour avantages au personnel.

Ils seront amortis au fur et à mesure par l'affectation d'une quote-part du résultat de l'exercice sur une période allant de 3 à 5 ans. Le premier amortissement a eu lieu avec l'affectation du résultat de 2015 et le deuxième avec l'affectation du résultat de l'exercice 2016.

		31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
NOTE 6	<u>Dettes envers les banques et assimilées</u>	4 852 205	4 671 831	3,86
	DAT du FPHU		-1 003 260	-100,00
	Dépôt de garantie du FSCJ	344 580	416 940	-17,36
	Dépôt de garantie de la CECAD	7 617	7 324	4,00
	Dépôt de garantie du FSTS	1 038 799	961 851	8,00
	Dépôt de garantie de RECEKA-INKINGI	141 477	129 203	9,50
	Emprunt BDEGL	3 319 732	2 153 253	54,17

Commentaire:

Les dettes envers les banques et assimilées augmentent de 3,86% d'une année à une autre, soit une augmentation de 180 MBIF.

Il s'agit principalement d'un emprunt auprès de la BDEGL qui augmente de 54,17% soit une augmentation de 1.166 MBIF, tandis que le DAT du FPHU a diminué de 100% soit une baisse de 1.003 MBIF.

		31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
NOTE 7	<u>Dettes envers la clientèle</u>	10 506 821	10 810 940	- 2,81
	Dépôts de garantie reçus de la clientèle	1 327 018	656 272	102,21
	Emprunts financiers	8 488 056	9 391 291	- 9,62
	Autres valeurs à payer	691 747	763 377	- 9,38

Commentaire:

Les dettes envers la clientèle enregistrent une baisse de 2,81% d'une année à une autre soit une diminution de 304 MBIF. Le remboursement d'un emprunt de 1.000 MBIF auprès de l'ONPR a été partiellement compensé par l'augmentation des dépôts de garantie pour 671 MBIF.

	31/12/2018	31/12/2017	Variat.
NOTE 8			
<u>Comptes de régularisation et passifs divers</u>	11 080 119	10 010 429	10 ,69
Sommes dues à l'Etat	937 633	96 373	872,92
Sommes dues aux organismes de prévoyance	519 065	547 992	-5,28
Sommes diverses dues au personnel	655 349	613 117	6,89
Fournisseurs de biens et services	129 775	110 105	17,86
Divers autres créditeurs	8 377 144	8 390 438	0,16
Charges à payer et produits constatés d'avance	383 223	178 141	115,12
Autres comptes de régularisation	77 930	74 263	4,94

Commentaire:

Les comptes de régularisation et passifs divers augmentent de 10,69% d'une année à une autre soit une hausse de 1.0 70 MBIF.

Les postes qui ont augmenté sensiblement sont:

.Les sommes dues à l'Etat avec 872,92%

.Les Charges à payer et produits constatés d'avance avec 115,12%

.Fournisseurs de biens et services avec + 17,86%

.Sommes diverses dues au personnel +6,89%

Les postes qui baissent sensiblement sont:

.Sommes dues aux organismes de prévoyance avec -5 ,28%

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
NOTE 9			
<u>Capital et réserves liés</u>	13 427 227	13 427 227	-
Capital	10 074 434	10 074 434	-
Fonds de dotation	3 352 793	3 352 793	-

Commentaire :

Le capital et réserves liés n'ont pas subi de changement d'une année à une autre.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>Réserves consolidés</u>	2 098 408	5 663 926	- 62,95
Agios réservés	496 455	2 480 145	-79,98
Provisions pour créances saines et à surveiller	352 271	333 483	5,63
Réserve légale	321 992	321 992	-
Diverses autres réserves	458 437	458 437	-
Subventions, Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	2 054 742	2 069 869	-0,73
Report à nouveau	- 1 585 489		- 100,00

Commentaire:

Les réserves consolidées diminuent de 62,95% d'une année à une autre soit une baisse de 3.566 MBIF.

.Les agios réservés (provisions pour intérêts impayés) diminuent de 79,98%, soit une baisse de 1.984 MBIF suite à la radiation des créances impayées de 24 mois et plus.

.Les provisions pour créances saines et à surveiller augmentent de 5,63% soit une hausse de 19 MBIF.

.La réserve légale n'enregistre pas de changement d'une année à une autre.

.Les diverses autres réserves n'enregistrent pas de changement d'une année à une autre.

.Les subventions, Fonds de garantie et fonds publics affectés diminuent de 0,73% soit une baisse de 15MBIF.

Le report à nouveau débiteur est le résultat déficitaire de l'exercice 2017.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>NOTE 11</u> <u>Résultat de l'exercice</u>	2 891 168	-1 585 489	282,35

Commentaire :

Le résultat net de l'exercice enregistre une hausse de 282,35% d'une année à une autre, soit une augmentation de 4.477 MBIF.

	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
<u>NOTE 12</u> <u>Intérêts et produits assimilés</u>	6 297 228	6 175 040	1,98
Intérêts sur comptes ordinaires des banques et assimilés	28 195	-	
Intérêts sur crédits à l'équipement à court terme	58 489	66 876	-12,54
Intérêts sur crédits à l'équipement à moyen terme	1 784 909	1 682 185	6,11
Intérêts sur crédits à l'équipement à long terme	551 651	615 991	-10,44
Intérêts sur crédits à la consommation	3 564 098	3 397 396	4,91
Intérêts sur crédits à l'habitat	221 978	235 982	- 5,93
Intérêts de retard	87 908	176 610	50,22
<u>NOTE 13</u> <u>Intérêts et charges assimilées</u>	983 600	1 195 685	17,74

	Intérêts sur comptes ordinaires de la BRB	-	32 132	-100,00
	Intérêts sur emprunts et autres comptes créditeurs	284 582	179 406	58,62
	Autres charges sur opérations avec la clientèle	27 407	72 209	- 62,04
	Intérêts sur dépôts à moyen terme	410 513	657 502	- 37,56
	Intérêts sur dépôts à long terme	261 098	254 436	2,62
	Intérêts nets	5 313 628	4 979 355	6,71
NOTE 14	Commissions(Produits)	1 163 091	783 193	48,51
		31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
	Frais de tenue de compte	660 993	532 299	24,18
	Frais d'étude de dossiers	13 493	17 407	- 22,49
	Frais d'ouverture de dossiers	261 818	228 583	14,54
	Frais de suivi de projets	-	-	-
	Autres commissions	226 787	4 904	100,00
NOTE 15	Produits des autres activités	31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
	Loyer du parking public et magasins	86 873	100 081	-13,20
	Loyer des immeubles de placement	14 270	8 700	64,02
	Produits sur immobilisations acquises par réalisations des garanties hypothécaires	7 415	14 453	100,00
	Reprise sur subventions	-	-	-
	Reprise sur provisions pour risques et charges	77 396	-	100,00
	Subvention belge	11 480	13 540	2,00
	Autres profits divers	110 003	76 600	43,61
	Plus-value sur cessions des actions SHNB	-	3 457	- 100,00
	PRODUIT NET BANCAIRE	6 784 156	5 979 379	13,46
		31/12/2018	31/12/2017	VARIATION
NOTE 16	<u>Charges du personnel</u>	2 285 763	1 858 014	23,02
	Salaires et appointements	1 417 338	1 301 242	8,92
	Primes et gratifications	124 410	118 527	445 716
	Autres rémunérations du personnel	287 080	-	100,00
	Charges sociales	89 203	83 756	6,5
	Charges de retraite	5 150	-	100,00

	Charges de formation	91 258	62 197	46,72
	Dotations aux provisions pour engagements de retraite et charges similaires	157 739	188 914	-16,50
	Autres charges du personnel	113 585	103 378	9,87
NOTE 17	Dotations aux amortissements	31/12/2018 364 202	31/12/2017 303 390	VARIATION 20,04
NOTE 18	Autres charges générales d'exploitation	31/12/2018 936 127	31/12/2017 736 136	VARIATION 27,17
	Charges sur immeubles de placement	693	2 008	-65,49
	Impôts et taxes	21 091	18 971	11,17
	Charges liées aux locaux	13 976	22 238	-37,15
	Honoraires et prestations externes	93 674	63 640	47,19
	Autres charges externes	353 100	348 003	1,46
	Autres charges d'exploitation	434 795	281 276	54,58
	Charges sur exercices antérieurs	18 798	-	100,00
NOTE 19	<u>Coût du risque</u>	-351 249	4 659 644	107,54
	Dotations aux provisions pour créances compromises	1 268 474	6 204 530	-79,56
	Dotations aux provisions pour créances saines et à surveiller	18 789	333 483	- 94,37
	Créances irrécouvrables	6 082 181	1 183 992	413,70
	Reprises sur provisions pour créances compromises	- 7 058 561	-2 905 991	142,90
	Reprises sur créances classées en irrécouvrables	-662 132	- 154 657	100,00
	Indemnités sur créances compromises	-	-1 713	100,00
NOTE 20	Gains ou pertes nets sur autres actifs	42 142	65 346	-35,51
	Plus- values sur cession des immobilisations	42 142	65 346	- 35,51
NOTE 21	Impôts sur les bénéfices	700 287	73 030	858,90
	Impôt sur le résultat de l'exercice	700 287	73 030	858,90
NOTE 22	Résultat de l'exercice	2 891 168	-1 585 489	282,35

